

Face à la crise alimentaire

L'agro-écologie

Au début de cette année, le spectre de la crise alimentaire a de nouveau surgi. Et, en effet, des « alertes météo » ont retenti ce printemps: trop de pluie dans certains États américains, sécheresse dans d'autres, sécheresse encore en Europe de l'Ouest... Pourtant, début mai, le prix mondial du blé a baissé de plus de 10 % en deux semaines...

« Ce n'est pas cohérent », estimait un spécialiste (Benoît Labouille, directeur d'Offre & demande agricole, dans Le Monde des 8 et 9 mai). Le Monde expliquait cette baisse par les stocks accumulés de plusieurs pays arabes craignant, au début des manifestations, des « émeutes de la faim ». Alors que la révolte était de nature politique et qu'aujourd'hui, leurs greniers pleins, ces pays n'achètent plus guère. Le journal évoquait encore le retrait de fonds d'investissement du marché à terme des matières premières, ainsi que la perspective que la Russie et l'Ukraine, où la récolte s'annonce moyenne à bonne, se remettent à exporter.

Voilà pour cette incohérence dans le court terme qui montre que les prix ne dépendent pas seulement de l'offre et de la demande. Il faut aussi rappeler, avec Olivier De Schutter, rapporteur des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, que la faim dans le monde – qui affecte un milliard d'individus – n'est pas d'abord due au manque de nourriture, mais à la pauvreté. Les plus défavorisés n'ont pas accès aux produits alimentaires faute de pouvoir les payer. Et cela d'autant moins que les prix, malgré cette baisse conjoncturelle, sont restés élevés depuis la crise de 2007-2008.

La destruction de la paysannerie

Cependant, à la lecture de quelques articles, – notamment sur Adital, agence de presse latino-américaine –, on éprouve de sérieuses inquiétudes pour le long terme. Ainsi, le sociologue belge François Houtart met-il en lumière la « destruction de l'agriculture paysanne », étouffée par l'agro-industrie basée sur la monoculture exportatrice. Or, dans un pays comme le Brésil, l'un des plus gros exportateurs mondiaux, c'est l'agriculture familiale qui assure autour de 70 % du ravitaillement de la population en haricots, riz, légumes, lait, etc. Avec les paysans – lesquels ne sont pas moins productifs que les agriculteurs industriels – c'est tout un savoir-faire qui disparaît...

Outre la concentration de la propriété de la terre (« véritable contreréforme agraire », dit Houtart), l'agro-industrie provoque la déforestation, met en péril la biodiversité, utilise d'énormes quantités d'engrais chimiques et de pesticides, fait un usage immodéré de l'eau... L'un des pionniers de l'écologie politique, Lester Brown, fondateur de l'Earth Policy Institute, brosse à cet égard un tableau peu réjouissant (un article de Foreign Policy, traduit dans Courrier International et sur le site www.slate.fr). Il cite l'érosion des sols, l'épuisement des aquifères qui, avec la concurrence des villes pour l'accès à l'eau,

réduit les possibilités d'irrigation et le réchauffement climatique provoquant une baisse des rendements.

Plaidoyer pour l'agro-écologie

En février dernier, se basant sur des travaux d'experts, Olivier De Schutter appelait la communauté internationale à s'appuyer sur l'agro-écologie, laquelle, dit-il, « surpasse l'agriculture industrielle » pour nourrir le monde. « Les efforts, ajoutait-il, se concentrent actuellement sur les investissements à grande échelle – y compris dans l'acquisition de terres [voir ci contre] – et sur les modèles agricoles du type « révolution verte » : semences améliorées, fertilisants chimiques et recours aux machines. Peu d'attention a été accordée aux méthodes agroécologiques qui ont pourtant prouvé leur capacité à accroître la production et à améliorer les revenus des paysans tout en protégeant les sols, l'eau et le climat ».

Il s'agit sans doute aussi, comme le préconise un François Houtart, de sortir de la logique capitaliste qui considère la nourriture comme une marchandise quelconque. Et de modifier nos modes de vie en consommant moins de viande, en donnant la priorité à l'alimentation sur la mobilité, en gaspillant moins... Sur ce dernier thème, la FAO a élaboré un rapport présenté ce mois-ci à Düsseldorf et dont elle donne un reflet sur son site Internet : www.fao.org.

Michel Bavarel

Les cochons n'auront plus droit aux restes

Dans L'île aux fleurs, mythique satire de notre temps du réalisateur brésilien Jorge Furtado, les cochons ont la priorité sur des humains faméliques pour se repaître des restes d'une montagne de déchets. Cet ordre pourra bientôt être inversé, ou même supprimé. Enfin, dans le cas hypothétique qu'une telle situation s'exporte dans nos contrées. Dès juillet, en effet, finis les restes alimentaires pour nourrir nos omnivores de porcs.

La prochaine application de la révision totale de l'ordonnance sur les sous-produits animaux de l'Office vétérinaire fédéral avance à pas feutrés. A partir du 1^{er} juillet, il sera interdit de nourrir les porcs de nos contrées avec les reliefs de table que sont les 200 000 tonnes de déchets produits par les restaurants et les cuisines industrielles de Suisse.

La raison est à rechercher dans la conformité avec la législation européenne dans le but de maintenir les exportations porcines outre-Sarine... Est-ce vraiment une avancée ? Le maintien des exportations porcines helvétiques est à ce prix. Mais outre le prix que devront déboursier les éleveurs pour se procurer des granules de soja standardisées, sur qui sera répercuté l'impact écologique de ce changement de régime alimentaire forcé ? De quelle lointaine contrée, fraîchement déboisée, va-t-on les importer pour espérer y réexpédier nos barquette carnées ?